

Kidal : Visite de la Commission d'enquête internationale

Par kibaru Publié 3 Mars 2019 23:29



Le 28 février dernier, les 3 commissaires de la Commission d'Enquête Internationale (CEI) nommés par le Secrétaire Général de l'ONU en janvier 2018 conformément à l'Article 46 de l'APR au Mali issu du processus d'Alger, se sont rendus à Kidal.

La délégation était conduite par la Présidente de la commission, Lena Sundh (Suède) en compagnie des membres de son staff technique permanent à Bamako, Vinod Boolell (Maurice) et Simon Munzu (Cameroun) et du chef du Bureau nommé par le Gouvernement du Mali, l'ancien ministre et diplomate, Boubacar Gaoussou Diarra, pour servir de point focal à la commission dans le cadre de ses enquêtes sur des personnes et/ou des institutions de l'Etat

susceptibles d'avoir commis des crimes et violations graves de droits de l'Homme.

Après la réception, un déjeuner a été offert aux visiteurs avant l'ouverture des discussions en salle.

Cette visite conduite le point focal de la CMA auprès de la CEI, Attay Ag Mohamed, a été reçue par le colonel Hassane Ag Fagaga, Président par intérim de la CMA entouré d'une quarantaine de haut responsables et dignitaires, politiques, coutumiers, religieux, de la société civile, de femmes et de jeunes de la région de Kidal.

L'objectif était une prise de contact avec les commissaires pour l'explication du mandat de la commission, de sa méthode de travail mais également de l'annonce de l'ouverture des enquêtes par les 14 experts internationaux déjà fixés dans le pays.

Les participants ont salué cette avancée majeure dans l'intérêt de la vérité et de la justice pour tous et continuent à demander que la commission puisse s'intéresser aux violations et aux crimes commis depuis 1960 en passant par les années 90.

La délégation a exprimé toute sa satisfaction quand au niveau de l'accueil en terme de sécurité, d'hospitalité et d'échanges avec leurs hôtes. Des assurances ont été données quand à la prise en compte de la globalité des événements historiques et de leurs liens dans le contexte et les recommandations du rapport qui sera remis au Secrétaire général de l'ONU en Octobre prochain.